

SPUQ INFO

BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



Changer de direction

//COMITÉ EXÉCUTIF

D'emblée, prenons acte de la décision attendue du recteur sortant de ne pas demander le renouvellement de son mandat. Le débat à venir ne portera donc pas sur son bilan, mais bien sur la perspective d'un prochain rectorat.

À cet égard, la rupture avec ce que nous avons connu est plus que nécessaire. Changer de direction...

Changer de paradigme

Ni à sa fondation en 1969, ni lors de sa « refondation » en 2009 en pleine grève du corps professoral (déterminante pour sa relance!), l'UQAM comme université accessible, laïque, populaire et démocratique n'a eu d'autre vocation que la sienne propre. Pourquoi une rectrice, un recteur s'emploierait à la « normaliser » sinon qu'à vouloir plaire à un ordre établi ailleurs qu'en son sein?

Vouloir inverser ce processus horizontal qu'est la collégialité en faveur d'une hiérarchie classique engendre la confusion des rôles, multiplie les tensions, consume l'énergie, ralentit l'ardeur et freine l'innovation. La dépossession des dossiers et des projets académiques, mais aussi celle de la définition des besoins et du contrôle des ressources, est antinomique de l'UQAM.

Se développe ainsi – à l'encontre de la vision académique – un avatar gestionnaire, hiérarchique et technocratique, quand ce n'est pas autocratique. Changer de paradigme...

Changer d'équipe

Le rectorat qui s'achève aura regroupé des personnes mues par un même projet d'appropriation du quotidien et du devenir de l'UQAM. Aucune dissension apparente ou feinte chez aucun membre de cette direction qui s'en va ne saurait fonder quelque velléité de succession. Changer d'équipe...

Et libérer les énergies qui font l'UQAM!

289
juin 2012

SOMMAIRE //

- CHANGER DE DIRECTION comité exécutif -1
- DONS PERSONNELS DES MEMBRES DU SPUQ - POUR REMISE AUX ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES FACULTAIRES DE L'UQAM -2
- RÉOLUTIONS DU CONSEIL SYNDICAL DU 7 JUIN : NON-RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU RECTEUR; GESTION ARBITRAIRE DE DOSSIERS PAR LE VICE-RECTEUR À LA VIE ACADÉMIQUE -2
- UN RECTEUR À LA HAUTEUR François Bergeron -3
- NOUS SOMMES VIOLENTS, PARAIT-IL COMMENT ÇA VIOLENTS? René Lapière -4
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE -6
- LA GROGNE DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS DE PSYCHOLOGIE – DÉPORTATION PROGRAMMÉE DU DÉPARTEMENT Claude Braun -7

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
JEUDI 14 JUIN - 12 H 30
SALLE MARIE-GÉRIN-LAJOIE



DONS PERSONNELS DES MEMBRES DU SPUQ POUR REMISE AUX ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES FACULTAIRES DE L'UQAM

Lors du Conseil syndical du 16 mai, en complément de l'appui financier du SPUQ aux associations étudiantes nationales, il a été résolu d'encourager les membres du SPUQ à consacrer leur salaire de la journée du 22 mai, jour de manifestation nationale, en faisant un don personnel aux associations étudiantes de l'UQAM.

À l'occasion de la réunion extraordinaire de l'Assemblée générale qui s'est tenue le 22 mai, nous avons donné des indications complémentaires : les professeures, professeurs et maîtres de langue sont invités à faire parvenir, au secrétariat du SPUQ, un chèque au nom du SPUQ. Il a été précisé que, pour ceux et celles qui souhaitent faire don d'une journée de salaire, ce montant équivaut à 1/10^e de la paie reçue toutes les deux semaines.

La formule à privilégier pour ceux et celles qui le peuvent est la remise d'un chèque directement à l'ordre du SPUQ. Il est possible de transférer un montant directement dans le compte du SPUQ, veuillez communiquer avec le SPUQ (spuq@uqam.ca ou poste 6198) et nous vous ferons parvenir l'information.

Le Comité exécutif du SPUQ se chargera de faire parvenir les sommes recueillies aux associations étudiantes de l'UQAM en grève, au prorata du nombre de grévistes.

À ce jour, plus de 65 collègues ont fait parvenir leur don.

Merci de votre collaboration et de votre solidarité.

BULLETIN DE LIAISON DU SPUQ

SPUQ-INFO, UQAM
BUREAU A-R050
C.P. 8888, SUCCURSALE CENTRE-VILLE
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3C 3P8

TÉLÉPHONE : (514) 987-6198
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-3014
COURRIEL : spuq@uqam.ca

SITE INTERNET :
<http://www.spuq.uqam.ca>

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO//
François Bergeron
Claude Braun
René Lapierre

NON-RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU RECTEUR

Résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil syndical du 7 juin 2012

ATTENDU les résolutions adoptées par le Conseil syndical et l'Assemblée générale du SPUQ blâmant à maintes reprises la direction de l'UQAM pour sa gestion déficiente de nombreux dossiers académiques et politiques et demandant, explicitement dans certains cas, la démission du recteur Claude Corbo;

ATTENDU la décision du recteur de ne pas solliciter de renouvellement de mandat;

IL EST RÉSOLU QUE LE CONSEIL SYNDICAL :

PRENNE ACTE de la décision du recteur Claude Corbo de ne pas solliciter de renouvellement de mandat;

DÉPLORE la vision essentiellement gestionnaire de l'université défendue par le recteur, donnant priorité aux impératifs budgétaires au détriment des orientations académiques.

GESTION ARBITRAIRE DE DOSSIERS

PAR LE VICE-RECTEUR À LA VIE ACADÉMIQUE

Résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil syndical du 7 juin 2012

ATTENDU les demandes répétées du SPUQ pour obtenir les données sur le nombre d'étudiantes et d'étudiants aux études de cycles supérieurs en vue du calcul de la moyenne cible;

ATTENDU les refus opposés par le vice-recteur à la Vie académique aux demandes de prolongation des périodes de consultation;

ATTENDU les tentatives répétées du vice-recteur de passer outre au fonctionnement démocratique des instances (dépôt en séance de propositions, organisation de rencontres avec certains groupes de commissaires);

IL EST RÉSOLU QUE LE CONSEIL SYNDICAL :

BLÂME le vice-recteur à la Vie académique, Robert Proulx, pour le mode de fonctionnement arbitraire auquel il a recours.



Un recteur à la hauteur

// FRANÇOIS BERGERON – Département de mathématiques

Le principal rôle d'un recteur est d'avoir à cœur de mettre en place les conditions qui permettent à l'institution universitaire de bien remplir tous les volets de sa mission de formation, de développement, de transfert, et de diffusion de la connaissance, et de la culture. C'est aussi de savoir expliquer l'importance de cette mission aux divers intervenants de notre société, en plus d'en préserver avec diligence tous les volets. Cela va inévitablement de pair avec une implication politique, qui doit se fonder sur la mission même de l'Université. Comme le dit bien Guy Rocher :

« Il arrive très souvent que l'on nie que l'université soit une institution politique. On préfère la définir comme une institution de haut savoir, exclusivement dédiée à l'enseignement et à la recherche. C'est s'aveugler, car même lorsqu'elle se cache à elle-même sa fonction politique, l'université l'exerce sans vouloir en prendre conscience. » (Guy Rocher, *Re-définition du rôle de l'université*, 1990, p. 18.)

Ayant pris les rênes à la suite de la dérive immobilière de l'îlot Voyageur, notre Recteur a semblé passablement défaillant sur tous ces points. Lors de la dernière grève du corps professoral, il a préféré s'enfermer dans une rhétorique patronale-syndicale stérile, plutôt que d'avoir su envisager cette grève comme levier pour aller chercher plus de ressources professorales auprès du ministère de l'Éducation (et autres sujets idoines). Bien que cela fut tout de même le résultat final, ce n'est clairement pas grâce à ses bons offices. Il en va de même lorsqu'il a adopté sans sourciller le point de vue gouvernemental sur les hausses de frais de scolarité. En général, sa perception de son rôle semble se réduire à celui de « bon gérant », d'abord et avant tout préoccupé par l'équilibre budgétaire, et visant ensuite à mettre en place des programmes pertinents et bien articulés aux préoccupations et enjeux actuels de la société. Ces objectifs peuvent sembler louables, mais ils devraient

s'accompagner d'une réflexion plus profonde et critique sur le discours ambiant qui tend à réduire le rôle de l'université à la simple formation de diplômés; avec une petite place pour la recherche et les services à la collectivité dans la mesure où tout cela vient appuyer la formation.

C'est sur la foi de ce discours ambiant que l'on justifie l'augmentation des frais de scolarité, en arguant que l'étudiant (consommateur) vient d'abord et avant tout chercher une plus-value (d'employabilité) à l'université. On en vient logiquement analyser la « pertinence » des programmes à l'aune des besoins de la « société » (lire employeurs). Exit alors le rôle critique plus profond :

«... l'université doit à la fois transmettre et entretenir l'héritage des connaissances les plus avancées acquises depuis des générations et enrichir ce patrimoine de découvertes, de pensées nouvelles, de perspectives renouvelées. C'est sa mission de recherche et d'enseignement. » (*Ibid.*, p. 12.)

C'est encore sur la foi de ce discours ambiant qu'on réduit le calcul des besoins financiers des universités à la taille des effectifs (clientèles) étudiants. En un certain sens, la recherche est perçue comme un « luxe extravagant », que se permettent malgré tout les universités. On leur permet toutefois de justifier cette « lubie » par l'importance de ladite recherche en soutien à la formation aux cycles supérieurs, ou encore pour le développement de la « société des savoirs ». Bizarrement, cela ne se traduit pas par un soutien financier direct à la recherche. On cherche plutôt à faire payer aux étudiants une plus « juste » part de ce qu'ils « consomment ».

Il est inacceptable de perpétuer le modèle actuel de financement, qui mène les universités à vouloir s'arracher les « clientèles », et qui les mène à développer des programmes toujours plus « alléchants ». À terme cela nous amène à remplacer une réflexion critique sur l'évolution des programmes, par un mécanisme aveugle de l'offre et de la demande. De plus, ce

modèle de financement a tendance à fausser le fonctionnement même de l'appareil administratif universitaire, en ramenant toute question à la formation.

Plus généralement, nos universités sont aujourd'hui défaillantes dans la pleine application de leur mandat. C'est en partie dû au manque de ressources, mais cela est aussi dû à la perception générale trop étroite de ce qu'est leur mission générale. Inverser la tendance est une tâche difficile, mais absolument nécessaire pour la société québécoise. Toutes les Universités doivent y travailler de concert, d'abord et avant tout en utilisant leurs principaux porte-parole (Recteurs, Principaux, etc.) pour critiquer les positions gouvernementales:

« Dans tout pays, le système universitaire se trouve dans cette position pas toujours confortable de dépendre financièrement de pouvoirs établis – politiques, ou économiques, ou les deux – et de devoir prendre ses distances à leur endroit et être capable d'adopter envers eux une attitude critique. » (*Ibid.*, p. 18.)

De concert, les Universités doivent aussi mieux mettre en évidence leur contribution essentielle au développement de la connaissance, en plus d'améliorer leur implication dans la diffusion générale de celle-ci auprès d'un public qui dépasse celui qu'on retrouve en ses murs.

Bien que tous doivent se sentir investis de cette vaste mission, il incombe à notre Recteur de jouer un rôle de premier plan pour sa réalisation. Il se doit d'être présent sur la scène publique pour en expliquer les diverses facettes, et militer (avec ses homologues) pour un soutien gouvernemental adéquat. Nous avons un urgent besoin d'un nouveau Recteur qui sache jouer pleinement tout son rôle de représentant et d'animateur. □



Nous sommes violents, paraît-il Comment ça violents ?

// RENÉ LAPIERRE – Département d'études littéraires

19 mai 2012. La manif de nuit est entrée dans Chinatown en descendant le boulevard Saint-Laurent. Ça commence à mal aller. Les gens s'affolent, les flics s'énervent, lancent des grenades assourdissantes et des gaz. À une dizaine de mètres au sud du boulevard René-Lévesque une jeune fille s'est assise au bord du trottoir, l'air désemparé. Un policier qui passe derrière elle agrippe ses cheveux et les tire violemment; la tête de la jeune fille bascule, elle lève les bras et se met à crier en essayant de se protéger. On se dit *c'est révoltant*, et en même temps on s'étonne de songer *il y a eu pire, non ?* Oui, mille fois. On a vu tellement d'images, entendu tellement de choses. Mais en pensant de cette façon nous sommes déjà en train de normaliser la violence, et de la tolérer en regard du pire.

Que fait le violent ?

Il travaille à réduire et à nier autrui. Il ne souhaite pas gagner mais battre, de préférence écraser. La défaite de l'autre ne lui suffit pas, il lui faut encore l'humilier. Il n'est pas satisfait de s'enrichir, il doit s'enrichir au détriment de ses semblables, de nous tous : ses concurrents, ses ennemis.

Que veut la violence ? Elle veut n'importe quoi, du moment que ce sera au détriment d'autrui.

Nous réalisons brutalement que nous sommes arrivés à un point où le politique ne sert plus qu'à normaliser les violences économiques et à les maintenir à la limite de l'inacceptable, dans un équilibre que les relationnistes du pouvoir et leurs alliés médiatiques ont justement pour tâche de nous faire accepter. Devant le gaspillage, la corruption, les privilèges, les mises à pied, les déréglementations, le cassage des syndicats, les baillons parlementaires et la suspension du droit de grève, on invoque invariablement les nécessités du marché. *Que voulez-vous, on n'a pas le choix*. En réalité les choix ne manquent pas, on le sait; mais on ne veut surtout pas choisir autre chose.

Politiquement, la compétition sert d'excuse aux violents. Mais l'excuse ne tient pas : si les violents font officiellement l'éloge de la compétition, en réalité tout montre qu'ils sont incapables de la tolérer. Pour eux le jeu consiste plutôt à assurer leur domination par n'importe quel moyen. Par la force, l'argent, la triche, les lois, la police, les dépendances, les diversions, les sondages, les mensonges, les secrets. Exit le politique, place au stratégique, et à tout le mépris qui vient avec.

Une image ou cent mille

L'article premier de la violence consiste à nier le droit, à ignorer la dignité de celui ou de celle qu'on entend écraser. *Une fois, comprends-tu, c'était un étudiant...* À partir de ce moment, pour le violent, la *game* consiste à maltraiter, à dégrader. Votre fille s'est fait violenter dans Chinatown par un policier qui l'a jetée par terre. Votre fils s'est fait frapper dans le dos par un agent alors qu'il sortait du P'tit bar, rue Saint-Denis. *Décrisse, toé mon ostie*. Son copain a été arrêté, quatre ou cinq agents se sont jetés sur lui en même temps. Qui est violent ? Les violents ne sont pas les gens qui manifestent, ce sont les actionnaires et les gérants du gâchis contre lequel ils sont venus manifester. Les violents ce sont ceux qui se donnent des airs en prétendant au respect de la majorité silencieuse, politiciens et journalistes qui font semblant de parler en son nom pour mieux parler à sa place, en lui faisant dire en bout de ligne ce qui fera l'affaire de leurs patrons. Au poste de quartier, au moment du tordage de bras et des tie-wraps trop serrés, on répétera à celles et ceux qu'on aura arrêtés les invectives des chroniqueurs du matin. Le lendemain, dans les mêmes journaux, l'éloge permanent de la police se poursuivra de plus belle. « Les forces de l'ordre ont dû intervenir »; « les manifestants ont dû être repoussés »; « le pont a finalement pu être dégagé », etc.

Dans une vidéo du 7 septembre 2011 on voit une femme se faire attaquer par deux policiers du SPVM qui venaient de

menotter une autre personne; la femme était simplement là, à côté d'eux. Le policier le plus âgé a tout à coup l'idée de s'emparer d'elle et de la lancer contre un parcomètre, comme un gros gars de la WWF envoie un autre gros gars s'étamper sur le poteau dans le coin du ring. La femme est tombée par terre, sonnée, sans rien comprendre à ce qui lui arrivait. Le 15 mai 2012 ils s'en prendront à deux passantes. Puis le 19 mai, le 20 mai, ainsi de suite, les vidéos et les photos existent, on les connaît.

Maintenant : mettez ici l'une ou l'autre des dizaines de milliers d'images de la dégradation auxquelles vous avez pu assister le 27 janvier, le 16 février, le 7 mars, le 11 avril, le 19 avril, le 4 mai, le 19 mai, le 20 mai, le 23 mai, le 25 mai, etc. Celle que vous voudrez, n'importe laquelle. Un homme qui pleure, une jeune fille qui cherche son sac à dos, un passant qui a peur, une terrasse de café. Je ne parle pas des images les plus sales, les plus crues. Je ne parle pas des 2 900 ou 3 000 arrestations qui ont eu lieu avant qu'on ne s'avise que ça nuisait au tourisme, au moins pour la durée du Grand Prix. Je ne parle pas des rangées de flics casqués matelassés dématriculés qui poussent, harcèlent, provoquent et frappent à coups de boucliers ou de matraques les marcheurs qui sont devant eux, les invectivant quand ils les font trébucher, *plus vite que ça, gang de trous de cul*.

La violence politique qui dérive de la violence économique est non seulement admise comme méthode, elle est devenue officiellement une norme, une nécessité. Comme disait le premier ministre, « on ne peut pas faire autrement ».

Le « virage du succès »

Si le politique délire d'admiration pour le sport professionnel – en réalité corporatif – ce n'est pas par hasard. C'est parce qu'il se reconnaît et se projette en lui au point d'assimiler complètement le politique à la domination économique. Le Grand Prix



de la Formule 1, entre autres distinctions, est ainsi parvenu à faire passer l'obsession capitaliste de la vitesse, de la puissance et des hydrocarbures pour une figure officielle de l'intérêt public, un must de la rentabilité. Corporatisé, sponsorisé et glamorifié, relayé annuellement de pays en pays et de continent en continent, il vous permet en plus pour 25 000 dollars de prendre part à un banquet en compagnie d'un pilote. Pensez donc. Déjeuner avec un député ou une ministre, à côté de ça, c'est de la petite bière.

Bon. C'est complet, là? On a fait le tour? Non, c'est pas fini. Il y a encore les jeunes. Les *esstie* de jeunes.

Une fois qu'on a pu arriver là où on en est maintenant, après 4 mois de grève étudiante et de soutien populaire, une fois qu'on a pu descendre à ce point-là de dégradation et d'injustice, de négation et de refus du politique, il n'y a plus grand-chose qui fasse obstacle à la violence. N'importe quoi peut avoir cours, n'importe quelle niaiserie. Le premier ministre : « Quand la CLASSE menace directement le Grand Prix, oui ça nous préoccupe. Et après ce qu'on a entendu, oui, c'est des gens qui menacent les Québécois. [...] Un gouvernement ne cède pas devant les menaces » (Pierre-Olivier Fortin, *Le Soleil*, le 31 mai 2012).

Aucun sens, aucune logique ne permet à quiconque de comprendre pourquoi le gouvernement dit ceci, fait cela, agit ainsi. Tout le monde a beau s'y essayer, personne n'arrive à rien. Nous voilà soudain au-delà des conjectures, catapultés dans le règne du pouvoir dégradé, de la violence économique promue au rang de raison politique. On essaie en vain de replacer au fond de soi une limite, on pense aux blessés des manifs, au déploiement absurde de la police et des armes, on dit *quelqu'un va finir par se faire tuer*; et même là on ne reprend pas pied, la ligne ne se retrace pas. *Ça fait que tsé, les jeunes...* On ne sait plus comment finir sa phrase.

Respecter la viande

Les jeunes on les a vus se faire frapper pour trois fois rien, jeter par terre, traîner au sol, poivrer, gazer, menotter, injurier, c'est effrayant. On pense : on ne traiterait pas

du bétail comme ça. Ben oui, justement : le violent maltraite aussi les bêtes, il ne respecte jamais ce qu'il domine. Pire encore, il le hait. Le violent ne tue pas les animaux, il les dégrade ; il ne *respecte pas la viande*, comme on disait jadis, il la massacre. Haïr les faibles, haïr les chiens, les oies, les volailles, ça le connaît. Il sait. Nous sommes pour lui de la chair à festin, des cheveux à tirer, des corps pour rien. Je revois tout à coup les courtiers de Wall Street, trop riches, trop bien vêtus, buvant leur champagne en regardant défilier depuis le balcon de la Bourse les Occupants de Zuccotti Park.

Mais il y a des conséquences, figurez-vous. Haïr les jeunes, traiter les jeunes comme nous traitons les animaux est complètement malade, à commencer par la façon dont notre politique a fait des animaux les victimes *normales* de la violence économique. Et avec eux les vieux, les femmes, les enfants, les sans-abri, les chômeurs, les malades, les illégaux, les suicidaires, les immigrés : un coup parti, voulez-vous me dire pourquoi on ferait des exceptions? À quoi pensiez-vous, monsieur l'agent, en concentrant votre rage sur les cheveux de l'étudiante, avant de la jeter par terre? Quelle insulte lui avez-vous lancée quand elle est tombée, quand elle a crié de douleur en essayant de se protéger? À quoi pensiez-vous donc en faisant ce que vous faisiez? Quand vous embrassez vos enfants le soir, est-ce que vous les haïssez, réprimez-vous de la violence?

Une société qui fait ça, une force qui croit permis d'agir ainsi n'est pas bien dans sa tête. Elle n'est pas bien dans son pouvoir, ni dans son droit, ni dans son argent. Les violents, messieurs-dames les ministres, ne sont pas ceux sur qui on frappe : ce sont les décideurs et les humiliateurs, les haïsseurs professionnels, les arracheurs de bien public, les dilapidateurs et les liquidateurs, les abatteurs, les amnésiques, les élus.

Une société qui fait ça n'est pas bien dans ses médias poubelles, ses loteries, ses joueurs de hockey à 5 millions, à 10, à 15 millions, elle n'est pas bien dans ses enfants qui ont faim, dans ses antidépresseurs et ses suicides records, dans ses actionnaires aveugles, sourds, muets et avides. Elle est malade dans chaque individu qu'elle soumet à sa violence tout en lui imposant sa peur. Même qu'elle n'a plus que ça à lui transmettre, sa peur,

en s'arrangeant pour qu'il la transmette à son tour. *Tiens mon tabarnaque. En veux-tu d'autres?*

Une société qui fait ça est malade et remalade dans son absence de confiance, dans la disparition catastrophique de la seule chose qui normalement serait capable de protéger le bien commun. Cette chose qui n'est pas un parti mais un *gouvernement* : une responsabilité morale et sociale que les violences d'argent remplacent chaque jour avec une évidence de plus en plus crue.

Une question qui fait peur

La violence économique essaie toujours en premier lieu de cacher ses victimes. Elle réussit souvent. Autour d'elles elle place ses policiers. Puis ses législateurs. Puis ses gestionnaires. Puis enfin ses fêtards, oui : la foule des admirateurs plus ou moins éméchés de la violence économique, tous ces gens auxquels on ne pense jamais parce qu'on les innocente d'emblée *en tant que public*, ce qui ne les rend pas plus propres pour autant.

La majorité silencieuse, qu'on invoque toujours sans la nommer jamais, n'est pas silencieuse pour rien.

C'est à chacun maintenant de se demander s'il en fait partie, de voir à quelles approbations de la violence il se livre en privé, sous couvert de distractions, d'abonnements, d'habitudes ou de placements. « Suis-je violent? » est une question difficile, parce que la violence économique se cache toujours derrière une série de justifications, d'explications et de rationalisations. Quand celles-ci ne suffisent pas, la violence se transforme en surdité et en aveuglement. Quand ça ne suffit toujours pas, elle se durcit encore et se mue en panique.

On voit où ça mène.

Il devient inévitable, alors, de déclarer qu'on « ne peut pas faire autrement ». □



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

Jeudi 14 juin à 12 h 30

à la salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400), Pavillon Judith-Jasmin
405, rue Sainte-Catherine Est

Principaux points à l'ordre du jour

- Rapports du Comité exécutif
- États financiers et prévisions budgétaires
- Projet UQAM : mission et vision de l'université
- Modalités de reprise des cours et conditions de travail
- Élections au Comité exécutif et au Conseil exécutif du SPUQ
- Élections dans les instances académiques de l'UQAM

Élections au Comité exécutif et au Conseil exécutif

Lors de l'Assemblée générale du 14 juin, il y aura des élections à un poste du Comité exécutif et à 2 postes au Conseil exécutif.

AU COMITÉ EXÉCUTIF

Présidence : Jean-Marie Lafortune, Département de communication sociale et publique

AU CONSEIL EXÉCUTIF

REPRÉSENTANTES, REPRÉSENTANTS DE FACULTÉ

Sciences de l'éducation : poste à pourvoir

Sciences humaines : Stéphane Bernard, Département de géographie

Élections aux instances de l'UQAM

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION (1 poste) :

- Danielle Pilette, professeure, Département d'études urbaines et touristiques, École des sciences de la gestion

À LA COMMISSION DES ÉTUDES (7 postes)

- Fonction de vice-doyenne, vice-doyen de faculté (1 poste)
 - Marie-André Roy, vice-doyenne, Faculté des sciences humaines
- Fonction de directrice, directeur de module ou de programme d'études de 1^{er} cycle (1 poste)
 - Peggy Davis, directrice, Unité de programme de 1^{er} cycle en histoire de l'art, Département d'histoire de l'art, Faculté des arts
- Fonction de directrice, directeur de département (1 poste)
 - Gaby Hsab, directeur, Département de communication sociale et publique, Faculté de communication
- Fonction de directrice, directeur de programme d'études de cycles supérieur ou de directrice de centre institutionnel (1 poste)
 - Maya Jegen, directrice, Unité de programme de doctorat en science politique, Dép. de science politique, Faculté de science politique et de droit
 - Guy Villeneuve, directeur, Unité de programmes de 2^e cycle pour CGA et CIA-IVIM, Dép. des sciences comptables, École des sciences de la gestion
- Postes de professeures, professeurs (3 postes)
 - Rémi Bachand, professeur, Département des sciences juridiques, Faculté de science politique et de droit
 - Anik Meunier, professeure, Département de didactique, Faculté des sciences de l'éducation
 - Denis Tanguay, professeur, Département de mathématiques, Faculté des sciences

À LA SOUS-COMMISSION DES RESSOURCES (3 postes) :

- Postes de professeures, professeurs (3 postes)
 - Frédéric Fournier, professeur, Département de didactique, Faculté d'éducation
 - Thérèse St-Gelais, professeure, Département d'histoire de l'art, Faculté des arts
 - Benoît St-Onge, professeur, Département de géographie, Faculté des sciences humaines



La grogne des professeures et professeurs de psychologie

Déportation programmée du Département

// CLAUDE M.J. BRAUN – Département de psychologie et représentant de la Faculté des sciences humaines au Conseil exécutif du SPUQ

Depuis 2011 on sait que la TÉLUQ quittera l'UQAM et libèrera le pavillon SU situé au 100, Sherbrooke Ouest au campus des Sciences, qu'on appellera dorénavant campus Ouest. En manque grave d'espaces, l'UQAM vise bien entendu à déplacer des unités et employés dans ce pavillon. Mais quoi? C'est la question à 36 000 \$. Le choix de la Direction de l'UQAM est tombé sur le Département de psychologie. Ce dernier devra quitter le campus principal, rebaptisé campus Est, pour aller loger au campus Ouest. Aussi bien l'envoyer sur la Lune...

La direction de l'UQAM a expliqué aux professeures, professeurs de Psychologie que l'UQAM ne dispose pas d'un seul mètre carré de marge de manœuvre, ce qui avait été constaté préalablement par le Vérificateur général. C'est une situation qui perdure et qui ne se règle pas. L'UQAM devait donc trouver une unité académique qui s'insérerait tout juste et exactement dans l'espace en question. Seul le Département de psychologie répondait à ce critère, fut-il expliqué, et voilà!, fin de discussion.

On a aussi servi aux professeures, professeurs de Psychologie UN SEUL argument à l'appui de ce déménagement qui voulait se prétendre académique. Voici l'argument. L'École des sciences de la gestion sollicitait une accréditation internationale EQUIS qui requerrait que l'ESG occupe en exclusivité un bâtiment détaché, ce qui ne semblerait pas être le cas présentement. Vraiment? Cet argument a profondément offensé les professeures, professeurs de Psychologie. On ne met pas un département en pleine santé et en croissance rapide à la porte pour un critère « bling-bling » d'accréditation internationale. Il y a une façon civilisée de faire les choses.

L'Assemblée départementale de psychologie a formulé 33 objections distinctes et a

résolu à l'unanimité qu'elle s'objectait vigoureusement à ce déménagement. Soyons clairs pour ceux et celles qui manqueraient de concentration. Les professeures, professeurs de Psychologie ont refusé et REFUSENT TOUJOURS de déménager au Pavillon SU de la rue Sherbrooke Ouest.

Depuis lors, le Département de psychologie n'a reçu que de vagues promesses de « régler » les problèmes soulevés dans les 33 attendus de sa résolution anti-déménagement. Comble de catastrophe pour le Département de psychologie, le Conseil d'administration de l'UQAM entérinait en décembre 2011 le projet de déménagement tel quel, sans que le moindre accommodement concret ne soit venu aux oreilles ni aux yeux des professeures, professeurs de Psychologie.

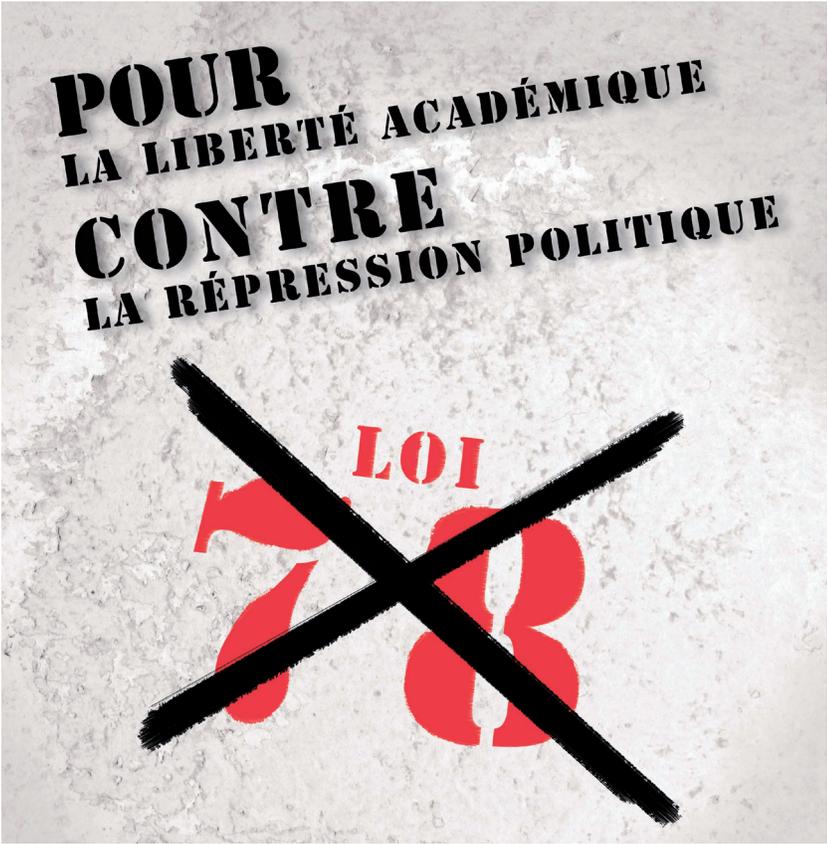
Les professeures, professeurs de Psychologie appréhendent de manquer l'opportunité de consolider leur lien de recherche avec le CHUM (environ un tiers des professeures, professeurs de Psychologie ont de tels liens en recherche qui auraient pu se développer à l'Hôpital Saint-Luc). Les professeures, professeurs de Psychologie appréhendent aussi de perdre leurs liens avec leur Faculté des sciences humaines ainsi que leur accès à ses ressources. Les professeures, professeurs de Psychologie appréhendent de ne pouvoir trouver des salles de classe proches de leurs bureaux et on sait déjà que les dix cours du tronc commun du programme de premier cycle de psychologie ne pourront être accommodés au campus Ouest, aucune salle n'étant assez grande. Les cours de service du Département de psychologie sont offerts aux étudiantes, étudiants d'Éducation et de Sexologie, situés par ailleurs au campus Est. Le Département de psychologie lui-même sera fractionné, isolé, désorganisé, affaibli : son Centre de services psychologiques (CSP) sera dans un édifice distinct du reste du Département, les grands Centres de recherche auxquels le Département participe intensément, dont l'Institut de sciences cognitives, seront désormais au loin, les cours se donneront partout et n'importe où,

sa bibliothèque sera trop éloignée pour que ses étudiantes, étudiants ou professeures, professeurs la fréquentent normalement.

Dans la foulée de la « facultarisation », beaucoup de ressources ont été transférées des Départements et Programmes vers les Facultés, ressources qui seront dorénavant situées sur une autre planète en ce qui concerne le Département de psychologie. À travers tout cela, pas un mot n'a été prononcé de la part de celui qui devrait tenir près de son cœur le grand projet administratif de facultarisation, Robert Proulx, vice-recteur à la Vie académique. Car c'est gros la Psychologie à l'UQAM : 70 professeures, professeurs, 150 cours par session, presque 500 doctorants, autant de candidats bacheliers, plus de 50 étudiants inscrits dans deux certificats de deuxième cycle, quatre chaires de recherche, 18 professionnels et employés de soutien, plusieurs centaines d'assistants de recherche salariés, plus de 4 M\$ de fonds de recherche et beaucoup de publications à distribution internationale à chaque année. Voilà un bon tiers de la Faculté des Sciences humaines qui sera amputé.

Pour que la cerise vienne coiffer le sundae, entretemps la suite de l'îlot Voyageur a été « donnée » à l'Université de Montréal pour qu'elle y fasse de la santé publique, directement dans la cour de l'UQAM, alors que le Département de psychologie fait déjà cela juste à côté – mais peut-être plus pour longtemps. Pas un souffle de protestation ni de réclamation de la part de l'équipe de Direction de l'UQAM ne fut entendu sur ce scandale.

Les professeures, professeurs de Psychologie sont en colère. Les professeures, professeurs de Psychologie rêvent d'une nouvelle rectrice ou d'un nouveau recteur qui veuille militer pour l'UQAM, qui puisse dialoguer et collaborer avec nous, qui agisse avec cohérence, qui mette en place une équipe de direction fonctionnant différemment de l'équipe sortante actuelle. □



289
juin 2012

